



COLLECTIF NATIONAL CHEMINOT-E-S

Train Perpignan – Rungis, François De Rugy veut privatiser la ligne et ment au Sénat !

Alors que la mobilisation ne cesse de grandir autour de la liaison ferroviaire entre Perpignan et Rungis, le gouvernement s'enfonce dans le mensonge.

Interpellé par le Sénateur PCF du Val-de-Marne, Pascal Salvoldelli, lors des questions d'actualités pour savoir quels actes concrets allaient prendre le gouvernement pour maintenir cette liaison, le ministre de la Transition Écologique, François De Rugy, a répondu « privatisation ».

Alors que toutes les données chiffrées attestent que l'ouverture à la concurrence du fret en 2006 a été une catastrophe (moins de 10% de la part modale des marchandises sont transportés par rail contre plus de 20% en 2005, et le nombre de cheminots travaillant au fret est lui passé à moins de 5000, alors qu'ils étaient plus de 12.000, il y a 10 ans), François De Rugy a affirmé que le gouvernement ne voulait plus « être dépendant d'un seul opérateur ».

Pour justifier cette position, François De Rugy a affirmé que « plus il y aurait d'opérateurs ferroviaires, mieux ce serait pour avoir le meilleur service possible au moindre coût ». Le récent exemple de l'électricité, où le prix a augmenté de 5,9%, montre que la concurrence ne fait pas baisser les prix. Pire, elle les augmente et dégrade le service rendu aux usagers !

Et non, contrairement aux propos du ministre de la TRAHISON écologique, la réforme du ferroviaire ne permettra pas que « les chargeurs utilisent plus le train et moins la route »

Depuis l'ouverture à la concurrence, 1,6 million de camions supplémentaires sont jetés, chaque année, sur les routes. Voilà la réalité.

Une fois de plus, le gouvernement utilise le mensonge comme seule ligne de conduite.

Le gouvernement doit revenir à la raison et prendre des actes concrets, dans les plus brefs délais, pour maintenir cette liaison ferroviaire utile socialement, écologiquement et économiquement !

Alors qu'Emmanuel Macron souhaite inscrire dans la constitution la préservation de l'environnement, son gouvernement s'apprête à jeter 25.000 camions supplémentaires sur nos routes.

Cette séquence lève une fois de plus le voile sur les intentions réelles de ce gouvernement, à savoir être le premier à abattre le service public ferroviaire.

Comme toujours, avec La République En Marche, il y a les mots en marche avant, et les actes en marche arrière.